

L'Atelier Des Lutttes, à l'origine du projet *La Fabrique des Dialogues*

Société fédérant des expertises engagées à accompagner l'action, le fonctionnement de L'Atelier Des Lutttes implique un processus d'intégration d'expert.e.s-activistes, prioritairement des femmes du sud, travaillant à modéliser des offres et supports d'expertises générales ou contextuelles du plaidoyer ; à assurer des missions basées sur des contrats de partenariat entre expert.es associé.e.s et associations communautaires ou autres parties prenantes aux dialogues pour répondre aux besoins de formation, d'accompagnement et d'appui à la réalisation et à la mesure d'avancées de plaidoyer.

Grâce au co-portage avec Coalition PLUS et Sidaction, le projet s'est créé à la fois comme un cadre d'expérimentation et de déploiement de la formation professionnelle et l'assistance technique locale en plaidoyer, en s'appuyant sur l'expertise et les réseaux des 3 organisations porteuses. Il permettra de toucher une large gamme de partenaires et d'activistes communautaires au sein des réseaux VIH, tuberculose, paludisme, droits humains, genre et jeunes d'Afrique francophone.

Historique de la création du consortium du projet *La Fabrique des Dialogues Santé, Droits humains, genre et jeunesse*

La Fabrique des dialogues poursuit les efforts engagés pour soutenir la professionnalisation du plaidoyer des terrains, comme l'a incarné le documentaire *Toujours en colère, nos voix contre l'épidémie politique*¹, qui donne la parole aux acteur.rices du plaidoyer africain de Coalition PLUS, et rappelle que si le plaidoyer a toujours existé, et même dans les contextes politiques difficiles, son efficacité est accrue par la mise à disposition de moyens humains et matériels pour faciliter les relations de travail au sein des associations, entre elles, et avec les autorités, pour permettre des avancées nationales. Ce projet a été co-construit avec des champions du plaidoyer de terrain, notamment **Positive Generation au Cameroun** et son modèle d'observatoire et de centre de formation plaidoyer.

Une vingtaine d'expert.e.s plaidoyer, bénévolement investi.e.s auprès de L'Atelier Des Lutttes, ont mis à l'épreuve les stratégies opérationnelles d'accès et d'autonomisation des savoirs plaidoyer et ont développé une logique d'intervention pédagogique intégrée commune, à la fois théorique, opérationnelle mais également artistique², pour soutenir le pouvoir d'agir des personnes formées, sélectionnées prioritairement parmi les femmes et les populations clés et la mobilisation des bases communautaires.

À l'origine de *La Fabrique des Dialogues*, l'expérience du mouvement **RIPOSTE**

La réflexion autour de ce projet a été initiée en 2021, à travers un premier diagnostic conduit par L'Atelier Des Lutttes avec les pair.e.s éducateur.rice.s populations clés réuni.e.s dans les cadres de travail ouverts, sur les terrains d'Afrique francophone. Ces travaux ont mis en lumière les besoins autour du renforcement continu du leadership et du positionnement des activistes sur le terrain, et des moyens nécessaires à la professionnalisation du plaidoyer communautaire. De ce constat, L'Atelier Des Lutttes a initié **une approche pédagogique décoloniale, intersectionnelle et opérationnelle de la pratique locale de l'influence**, et construit une logique d'intervention autour de la structuration des compétences de plaidoyer : *la Fabrique des Dialogues*.

¹ Film produit par Coalition PLUS, co-écrit par Juan Gélas et Alexandra Phaëton :

<https://youtu.be/mTklj2jqS8M?si=Zy8SuN8rmtbhDdV3>

² <https://atelierdeslutttes.com/production-artistique-medias/>

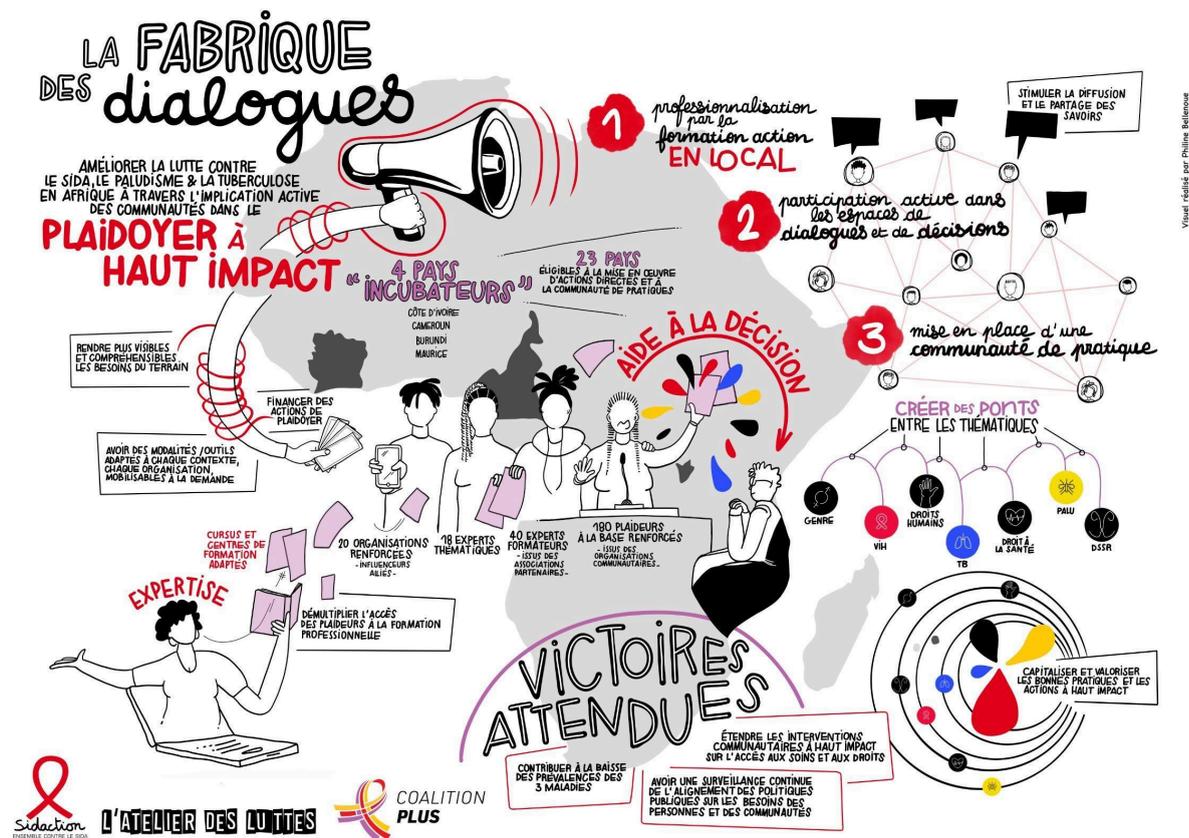
C'est pour les pair.e.s-éducateur.rice.s des terrains d'Afrique francophone que le projet *Fabrique des Dialogues* a été écrit, grâce aux consignes de travail données par le mouvement *RIPOSTE* à L'Atelier Des Lutttes, entre 2020 et 2023. Porté par REVS PLUS au Burkina Faso, en partenariat avec l'ANSS au Burundi, ARCAD SANTÉ PLUS au Mali et PILS à Maurice, (2020-2022, renouvelé pour 2023-2026, sur financement de L'Initiative/Expertise France).

L'Atelier Des Lutttes a accompagné la modélisation d'un nouveau métier : celui de riposteur.se, une ressource humaine d'assistance technique intégrée dans les équipes de plaidoyer et dédiée à l'accompagnement des Représentant.es des Personnes Concernées (RPC) à la participation directe dans les dialogues avec les autorités : au réel, et par-delà les violences structurelles. Par principe, les RPC sont appelé.es à être renouvelé.es et doivent rester indépendant.e.s, c'est pourquoi le projet Riposte mise sur le soutien technique continu aux leaders pendant leur mandat.

Les besoins prioritaires identifiés par les RPC du mouvement régional *RIPOSTE* ciblent : la formation en analyse stratégique des contextes et en suivi stratégique des programmes ; la formation à la conduite, au suivi et à l'évaluation de stratégies et d'activités de plaidoyer, alignés aux codes et contraintes des dialogues locaux ; la formation à l'élaboration de messages ciblés et à la construction d'argumentaires audibles ; la formation sur l'estime de soi, la prise de parole publique, le leadership et l'engagement communautaire ; la formation en gestion de des risques sécuritaires liés à une prise de parole publique sur des enjeux tabous et la sécurisation des leaders communautaires en cas d'exposition ; le soutien au financement de ressources humaines et d'actions concrètes de plaidoyer.

RIPOSTE et La Fabrique des Dialogues ont été construits en complémentarité : quand Riposte continuera de focaliser ses efforts sur le renforcement des compétences de participation des RPC élu.e.s au CCM, leurs suppléant.e.s, les ancien.nes et futur.es RPC Trans, TS, UD et HSH, *La Fabrique des Dialogues* propose d'étendre plus largement la transmission des savoirs locaux en plaidoyer aux autres associations de la société civile. Dans une démarche de transversalité, d'intersectionnalité et dans une logique d'apprentissage local nécessairement collectif, les pédagogies seront mutualisées. *La Fabrique des Dialogues* vient déployer aux autres acteur.rices de la société civile santé et droits, ce que *RIPOSTE* a expérimenté : la professionnalisation endogène continue des pratiques de plaidoyer communautaire permet des résultats en termes de positionnement national et d'inclusion programmatique et financière.

De manière plus large, l'accès à une formation professionnelle locale en pratique de l'influence communautaire est la porte d'entrée pour une structuration pérenne des efforts d'inclusion et de gouvernance nationale partagée. *La Fabrique des Dialogues* vient contribuer à poursuivre cet accès.



Présentation du projet *La Fabrique des Dialogues* (avril 2024- mars 2027)

Le projet plaidoyer, *La Fabrique des Dialogues* accompagne la professionnalisation des pratiques de plaidoyer, menée par les leaders communautaires, pour l'obtention de changements mesurables dans les politiques publiques, au bénéfice des communautés représentées. Il est une réponse opérationnelle directe à la stratégie 2023-2028 du Fonds mondial : "les communautés d'abord".

Le projet vise l'amélioration de l'alignement des politiques publiques et des programmes sur les besoins prioritaires des personnes concernées par le VIH, la tuberculose, le paludisme, et les violations de droits humains. Pour y parvenir, le développement et le renforcement du plaidoyer local en Afrique de l'Ouest et du Centre et dans l'Océan Indien sont nécessaires, en défendant les principes méthodologiques suivants :

- Inclusion des communautés et leadership communautaire à tous les niveaux de décision et d'action
- Développement d'outils méthodologiques adaptés aux contextes, selon des modalités endogènes (définies et portées par les acteurs dans les pays)
- Soutien financier aux acteurs du plaidoyer, dans la professionnalisation de la fonction de plaideurs et dans la mise en œuvre d'actions à haut impact
- Renforcement de capacités et des savoirs en cascades et itératif à travers le transfert Sud-Sud entre pairs.

Le projet *La Fabrique des Dialogues* met au cœur de sa démarche le transfert et le renforcement de compétences, et ce à grande échelle. Il porte une orientation politique forte autour de la localisation de l'aide à travers des supports à l'endroit où se trouvent les besoins : ancrage des formations dans les 4 pays cibles, localisation des moyens pour l'action dans 23 pays. Il a également une intention de réplification des résultats développés, car il s'agit de

tester à grande échelle les démarches que les porteurs de projet mettent en œuvre, et d'en démontrer leurs effets pour une diffusion massive.

Ainsi, afin d'assurer la conduite de dialogues inclusifs performants, le projet modélise des offres efficaces de formation et d'Assistance Technique au Plaidoyer (ATP), en développant des stratégies de formations individuelles et collectives en plaidoyer professionnel où les personnes sont appuyées au passage à l'action. Une attention particulière est portée aux besoins des jeunes, des femmes et des minorités de genre pour leur participation effective au processus. À long terme, il s'agit de montrer comment le renforcement de la qualité des dialogues et les efforts d'inclusion contribuent à améliorer les résultats nationaux.

Au niveau international, le projet positionne un vivier communautaire d'expert.e.s plaidoyer d'AOC et de l'Océan Indien dans les dialogues d'optimisation des politiques publiques, pour rendre visibles et à diffuser les bonnes pratiques du plaidoyer auprès des cibles de plaidoyer.

Avec Coalition PLUS, au niveau régional, les associations sont appuyées à structurer et planifier leurs besoins et réponses d'assistance techniques en sud-sud, en consolidant la structuration de leurs propres stratégies d'offre de formation en plaidoyer ; et au niveau intra-communautaire, des pôles africains associatifs de plaidoyer pourront déployer une offre de formation et d'assistance technique plaidoyer, implantée au cœur des activités de terrain.

Avec Sidaction, le projet a également pour objectif de structurer et de promouvoir une communauté des pratiques de plaidoyer francophone, permettant l'éclosion et l'organisation de campagnes de plaidoyer régionales francophones, et la meilleure prise en compte de problématiques spécifiques aux pays francophones d'AOC et de l'Océan Indien.

Au terme des 3 ans du projet, le plaidoyer communautaire, ainsi renforcé, pourrait alors améliorer son rôle d'aide à la prise de décision nationale, en formalisant des réponses contextuelles concrètes issues de l'expertise communautaire.

L'expertise communautaire au cœur du projet : la prise en compte des demandes prioritaires de l'expertise communautaire pour améliorer l'accès à la santé et aux droits dans les communautés est une boussole du haut impact, pourtant encore trop peu effective. *La Fabrique des Dialogues* se positionne comme une réponse :

- **à l'Appel de Dakar à "réinventer la lutte"**, par lequel les gouvernements africains ont appelé en 2021 à "*veiller à ce que la société civile organisée et les communautés affectées soient incluses en tant que partenaires essentiels dans les instances de prise de décision, et de construire des structures de responsabilité comme la surveillance dirigée par la communauté*"³,
- **au principe "les communautés d'abord" de la Stratégie du Fonds mondial (2023-2028)** visant à "*aider les communautés à prendre les commandes de la planification, de la mise en œuvre et du suivi des services, du plaidoyer et de la prestation d'un soutien technique spécialisé*"⁴, et de **la nouvelle Feuille de route de plaidoyer 2023-2025⁵ du Fonds mondial**, qui est une main tendue dont les leaders communautaires doivent largement se saisir,
- **à la volonté de L'Initiative de "planifier l'assistance technique"** : "*une assistance technique de plus long terme et des approches innovantes pour faire évoluer les politiques*"⁶.

Il est nécessaire d'améliorer la continuité et la performance des dialogues pays, afin de rendre efficaces les remontées d'informations des terrains, dans les logiques d'observation et de *community-led monitoring*. Le besoin de structuration, de formation professionnelle et

³ https://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/2021-dakar-call_fr.pdf

⁴ https://www.theglobalfund.org/media/11613/strategy_globalfund2023-2028_narrative_fr.pdf

⁵ https://www.theglobalfund.org/media/13367/publication_advocacy-roadmap_report_en.pdf

⁶ <https://www.initiative5pour100.fr/documents/strategie-de-linitiative-2020-2025-602>

de perfectionnement des techniques de participation est au cœur de la réussite du principe d'inclusion : accroître les pouvoirs d'agir collectifs et les compétences techniques des individus engagés dans des relations directes avec les autorités, et accompagner des contributions effectives d'obtention de changements. Ainsi, travailler à rendre ces demandes socialement et techniquement audibles et leur permettre d'être accueillies par les autorités nationales, depuis le niveau intra-communautaire.

Des projets ancrés dans les réalités : le principe stratégique et opérationnel ayant guidé la création du projet est celui de l'alignement. L'assistance technique plaidoyer a pour point de départ l'analyse des textes nationaux et leur adéquation avec l'analyse des expert.e.s communautaires. Ainsi, le projet soutient l'identification d'interventions prioritaires et le suivi stratégique continu des programmes nationaux. Pour mesurer les évolutions de levée des obstacles structurels, le suivi-évaluation de la participation effective des communautés dans les processus de décision sera déterminant. Ces stratégies doivent également se construire en tenant compte du contexte en Afrique de l'Ouest et du Centre, marquée par des tensions dans les relations nord-sud qui appellent à une approche de partenariat basée sur un transfert de compétences sud-sud.